

APPEL À PROPOSITIONS POUR LE MAROC

Date limite de dépôt des propositions : 6 janvier 2014

Le **Partenariat mondial pour la responsabilité sociale** (GPSA) aide la société civile et les pouvoirs publics à relever ensemble les défis majeurs de la gouvernance dans les pays en développement. Pour ce faire, le GPSA apporte un appui stratégique soutenu aux initiatives des OSC en matière de responsabilité sociale visant à renforcer la transparence et l'obligation de rendre compte. Il s'appuie sur la collaboration directe et constante de la Banque mondiale avec les acteurs publics ainsi que sur un réseau mondial d'organisations partenaires. L'objectif est de créer un environnement propice à *l'utilisation de la remontée d'informations en provenance des citoyens pour résoudre les problèmes fondamentaux en matière de services et accroître l'efficacité des institutions publiques*. Selon une approche adaptée à la situation de chaque pays, le GPSA soutient des activités mises en œuvre dans les secteurs où la Banque mondiale est très présente et peut aider les pouvoirs publics à réagir aux avis exprimés par les citoyens.

Le GPSA s'efforce de « fermer la boucle » en aidant les citoyens à mieux se faire entendre, les pouvoirs publics à écouter et les organismes publics à donner suite aux retours d'informations qu'ils reçoivent.

Le GPSA est heureux d'annoncer son deuxième appel mondial à propositions. En ce qui concerne le **Maroc**, le GPSA sollicite des propositions d'initiatives et de programmes de responsabilité sociale auprès des organisations de la société civile **pour traiter l'une des questions suivantes ou l'ensemble d'entre elles :**

- ⇒ *Faire le suivi, présenter et disséminer les informations sur les dépenses publiques, l'affectation des ressources et la performance. Ces éléments constituent des outils qui seront utilisés par le Parlement pour renforcer la reddition de comptes, ainsi que par le ministère de l'Economie et des finances, les autorités locales et d'autres parties prenantes pour consolider le processus de prise de décision. La proposition peut comprendre des outils de suivi et d'évaluation, de recherche sur la transparence fiscale, ainsi que des activités à mener avec le Parlement, les organisations de la société civile et le secteur public.*
- ⇒ *Développer des outils collaboratifs de suivi et d'évaluation de l'usage du droit à l'information (les requêtes et les appels) ainsi que le droit de pétition tel que consacré par la Constitution afin que le gouvernement consolide la promotion de ce droit constitutionnel. Cette information sera utilisée par le ministère chargé des Relations avec le Parlement et la société civile, ainsi que par d'autres parties prenantes.*

Selon l'approche du GPSA, l'information produite devrait être utilisée aussi par des organismes publics autres que le pouvoir exécutif, tels que les institutions supérieures de contrôle des finances publiques, les organes législatifs, les organismes de réglementation indépendants et d'autres entités de contrôle.

Pour être prises en considération, les propositions doivent démontrer clairement que :

1. Le projet relie l'un des thèmes ci-dessus pour les activités de renforcement des institutions et des capacités grâce à un « apprentissage par la pratique » qui permettra d'améliorer la capacité des OSC à promouvoir la responsabilité sociale.
2. Le projet repousse les limites des initiatives pilotes pour passer à des interventions de grande envergure susceptibles d'être reproduites à l'échelle nationale.
3. L'intervention envisagée est liée à des initiatives en cours axées sur des objectifs similaires. Le projet doit expliquer où réside la valeur ajoutée de la contribution du GPSA.

4. Le projet prévoit d'établir avec d'autres OSC un vaste éventail de partenariats grâce auxquels la proposition pourra prendre de l'envergure et mettre à profit l'expérience acquise.
5. Le projet produira les informations nécessaires pour compléter les processus existants déjà soutenus par les institutions publiques compétentes.

Le GPSA soutient les propositions :

- dont la durée estimée se situe entre 3 et 5 ans de manière à permettre la réalisation d'un financement stratégique soutenu en faveur de la responsabilité sociale ;
- qui incluent un budget détaillé correspondant à un don total situé dans une fourchette de financement indicative allant de 500 000 dollars à 1 000 000 dollars. Les demandes de financement inférieures à cette fourchette seront prises en considération. Les fonds demandés doivent correspondre à la durée du projet.

OSC admissibles : les entités juridiques qui n'appartiennent ni au secteur public ni à celui des entreprises à but lucratif, c'est-à-dire les organisations non gouvernementales, les médias à but non lucratif, les organisations philanthropiques, confessionnelles ou professionnelles, les syndicats, les organisations de travailleurs, les associations d'élus locaux, les fondations, les instituts de recherche et les groupes de réflexion sur la formulation des politiques. Les OSC candidates doivent fournir la preuve de leur statut juridique dans un pays satisfaisant aux critères d'admissibilité du GPSA.

Veillez consulter le guide des dépôts de demandes du GPSA pour de plus amples renseignements sur la façon de solliciter un don, les critères d'admissibilité et de sélection et le processus de sélection.

Si vous souhaitez déposer une demande, rendez-vous sur le site www.worldbank.org/gpsa pour consulter le guide des dépôts de demandes et obtenir un formulaire de demande.

Pour obtenir des informations sur la séance d'orientation organisée par les services de la Banque mondiale au Maroc, veuillez contacter la personne suivante :

Mme Ibtissam Alaoui
ialaoui@worldbank.org

Séance d'orientation :
Le 2 décembre 2013